

Marché public de Prestations intellectuelles

Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), établissement public à caractère administratif, dont le siège se situe Cité des mobilités, 2 rue Antoine Charial 69003 LYON,

Ci-après désigné "l'acheteur"

**Objet : Acquisition et traitement des données géophysiques
des mouvements de terrain de Viella – Direction territoriale
Occitanie du Cerema
Projet Interreg – Poctefa : Spiral
EFA039/01**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	4
1.1– Objet.....	4
1.2 – Décomposition en lots.....	4
1.3 – Nature et étendue du marché.....	4
1.4 – Spécifications techniques.....	5
1.5 – Procédure.....	5
1.6 - Prescriptions environnementales.....	5
1.7 - Clause sociale.....	5
1.8 – Prestations similaires.....	5
ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D’EXÉCUTION.....	5
ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITÉ.....	6
ARTICLE 5 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	7
ARTICLE 6 – PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....	7
ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉS.....	7
ARTICLE 8 – ASSURANCES.....	8
ARTICLE 9 – INTERLOCUTEURS.....	8
9.1 Interlocuteurs Cerema.....	8
9.2 Responsable désigné par le titulaire.....	8
ARTICLE 10 – CONTENU DES PRESTATIONS.....	8
10-1 Phases temporelles.....	9
10-2 Réunions et Communication de données.....	9
10-3 – Informations et conseils.....	9
ARTICLE 11 – PRIX DU MARCHÉ.....	9
11.1 Nature du prix.....	9
11.2 – Contenu des prix.....	9
11.3 Actualisation des prix.....	10
ARTICLE 12 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	10
12.1 – Avance.....	10
12.2 – Acomptes.....	11
12.3 – Demandes de paiement.....	11
12.4 – Modalités de règlement.....	12
12.5 – Unité monétaire.....	12

ARTICLE 13 - PÉNALITÉS.....	12
13.1 – Pénalités de retard pour chacune des phases.....	12
13.2- Pénalités en cas de mauvaise exécution des prestations.....	12
13.3 - Pénalités en cas d’absence aux réunions.....	13
ARTICLE 14 – ARRÊT DE L’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 15 – RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIFS AUX RESULTATS.....	13
ARTICLE 16 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 17 – LITIGES.....	14
ARTICLE 18 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	14
18.1- Résiliation sans faute.....	14
18.2- Résiliation pour événements liés au marché.....	14
18.3- Résiliation pour faute.....	14
ARTICLE 19 – DROIT ET LANGUE.....	15

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

1.1– Objet

Le présent marché a pour objet l'acquisition et le traitement des données géophysiques des mouvements de terrain de Viella ordonnée par la Direction territoriale Occitanie du Cerema dans le cadre du projet « Projet Interreg – Poctefa : Spiral (EFA039/01) »

Les prestations sont décomposées en deux phases détaillées comme suit :

- **Une phase d'acquisition et d'interprétation de mesures** (phase 1) sur deux profils des mouvements de terrain de Viella, en utilisant la méthode de sismique réflexion haute résolution, adaptée à la profondeur d'investigation requise.
- **Une phase de réinterprétation de données géophysiques existantes** (phase 2), obtenues précédemment à l'aide des méthodes de sismique réfraction et de prospection électrique. Cette phase comprendra également l'intégration des données existantes et nouvelles pour la réalisation de profils et en travers du site pour contraindre les surfaces lithologiques.

Lieu d'exécution : commune de Viella (32 400)

1.2 – Décomposition en lots

Ce marché est composé d'un lot unique car l'objet de la présente consultation ne permet pas l'identification de prestations distinctes, en application de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique.

1.3 – Nature et étendue du marché

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles.

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire comprenant des prestations décomposées en deux phases précédées d'une période de préparation:

- En amont desdites phases aura lieu une période de Préparation qui prendra le forme d'une Visite sur site et d'un temps de réunion pour exprimer les attentes du Cerema et répondre aux questions du titulaire. Cette réunion a pour but de finaliser l'organisation de l'étude et l'ordonnancement des phases et de fixer le calendrier d'exécution du marché.

-Phase 1 : acquisition et d'interprétation de mesures sur deux profils des mouvements de terrain de Viella, en utilisant la méthode de sismique réflexion haute résolution, adaptée à la profondeur d'investigation requise.

↳ Rendu : Données factuelles obtenues et profils bruts (sans corrélation avec des données existantes) (cf. détail dans le CCTP).

-Phase 2 : réinterprétation de données géophysiques existantes, obtenues à l'aide des méthodes de sismique réfraction et de prospection électrique.

↳ Rendu : Exploitation de l'ensemble des données et réalisation d'un modèle géologique. Extension des limites lithologiques obtenues avec les profils de sismique de réflexion aux zones investiguées antérieurement par méthode de sismique réfraction et électriques.

Cette phase comprendra l'intégration des données par la réalisation de profils en long et en travers du site

↳ Rendu : Au moins trois profils en long et quatre en travers (cf. détail dans le CCTP).

Le calendrier prévisionnel des prestations se trouve dans les pièces constitutives du marché.

1.4 – Spécifications techniques

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire devra durant toute la durée du marché respecter la consigne suivante : l'ensemble des éléments techniques et financiers relatifs à ce projet et qui seront remis par le titulaire doivent comporter la mention « Projet Interreg – Poctefa : Spiral (EFA039/01) » mais également comporter le logo du projet présent sur la page de garde du présent document.

1.5 – Procédure

Le marché a été passé via une procédure adaptée conclue conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.6 - Prescriptions environnementales

Il est demandé au titulaire :

- d'optimiser dans la mesure du possible le poids des documents produits et de privilégier l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails.
- d'optimiser les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés (lisibilité équivalente en Noir et Blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur inutiles, utilisation de Polices de Caractère "light" ou écologiques de type EcoFont, optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages)

1.7 - Clause sociale

L'acheteur s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics. Ce marché est soumis à un effort d'insertion volontaire qui pourra prendre la forme voulue par l'entreprise.

1.8 – Prestations similaires

L'acheteur pourra conclure avec le titulaire des marchés de prestations similaires à celles du présent marché dans les conditions fixées par l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

La durée du marché s'étend de la date de notification jusqu'à la date d'admission des prestations de la dernière phase (phase 2).

La durée de la phase 1 est de 2 mois et la durée de la phase 2 est de 4 mois. La durée totale cumulée de ces deux phases ne pourra excéder 6 mois maximum.

A l'issue de la phase de préparation, un ordre de service indiquera la date de démarrage de la phase 1 qui aura une durée maximum de 2 mois.

La durée d'exécution de la phase 2 est de 4 mois à compter de la date d'admission de la phase 1 qui vaut démarrage de la phase 2 .

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13.3 du C.C.A.G PI.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles sont les suivantes par ordre décroissant de priorité dont l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes (C.C.T.P.)
- Le calendrier prévisionnel des prestations
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.
- L'offre technique du titulaire ;
- Les prix unitaires mentionnés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) .

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG PI, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITÉ

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-PI toutes les informations, documents et données échangés dans le cadre du présent marché sont réputés présenter un caractère confidentiel sans que le Cerema n'ait à signaler ce caractère confidentiel. Seuls les informations, documents ou données signalés comme non confidentiels ou rendus publics par la volonté du Cerema ne relèvent pas de l'obligation de confidentialité.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par leurs salariés et agents, même après que ceux-ci auront cessés d'exercer leurs fonctions.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le caractère confidentiel des données collectées s'achève six mois après la fin officielle du projet INTERREG-POCTEFA. Le titulaire peut être associé à des publications scientifiques conduites dans le cadre du projet de recherche européen.

ARTICLE 5 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail.

ARTICLE 6 – PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (le règlement général sur la protection des données).

Les engagements du Cerema vis-à-vis du RGPD sont mentionnées à l'article 6 du CCTP.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉS

La responsabilité du titulaire est limitée au préjudice direct et en tout état de cause au montant du marché.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre le Cerema en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du Cerema. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à compter du commencement du marché, et avant tout début d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

ARTICLE 9 – INTERLOCUTEURS

9.1 Interlocuteurs Cerema

Le pilotage du projet sera assuré par la Direction territoriale Occitanie du Cerema et notamment le Département infrastructures et risques.

9.2 Responsable désigné par le titulaire

Le titulaire désignera dès la notification du marché un interlocuteur unique responsable des relations avec le Cerema, en charge du projet.

Le chef de projet dédié doit disposer d'une expérience dans ce type d'accompagnement.

Les profils de tous les intervenants du titulaire figurent dans le mémoire technique.

En cas de défaillance d'un des intervenants, le titulaire devra en aviser immédiatement la personne représentant le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

Par dérogation à l'article 3.4.3 alinéa 1er du CCAG-PI, obligation est faite au titulaire de proposer un remplaçant d'un niveau équivalent et d'en communiquer le nom et le curriculum-vitae dans un délai de dix jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si la personne publique ne le récuse pas dans les conditions fixées à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

Le titulaire assure la continuité de la mission avec le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus au nouvel interlocuteur de son équipe.

La personne publique se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou des intervenants ; elle avise le titulaire qui prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer un remplacement dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis.

ARTICLE 10 – CONTENU DES PRESTATIONS

10-1 Phases temporelles

Le présent marché est divisé en plusieurs phases comme ci-après définies :

Phase 1 : Acquisitions de terrain sismique réflexion (délai d'exécution de 2 mois à compter de la date indiquée dans l'OS de démarrage).

Phase 2 : Réinterprétation de données géophysiques existantes (délai d'exécution de 4 mois à compter de la date d'admission de la phase 1).

Les modalités d'exécutions des différentes phases sont décrites dans le CCTP.

10-2 Réunions et Communication de données

Lors de la période de préparation, une réunion de lancement du marché sera programmée en distanciel ou présentiel sur le site (phase préparatoire article 5 du CCTP) avec le titulaire du marché, elle aura lieu dans un délai de 10 jours après sa notification.

Cette réunion doit notamment permettre de présenter les différents interlocuteurs et de faire un point sur les modalités de mise en œuvre des prestations conformément à l'article 5 du CCTP.

Conformément à l'article 8 du CCTP, des réunions au titre de l'assistance technique pourront être demandées par le Cerema.

Pour chacune de ces réunions, le titulaire a en charge l'organisation de la réunion et le choix de l'outil de communication le plus adapté.

Toutes les réunions du présent marché auront lieu en présentiel ou en distanciel après accord des deux parties.

10-3 – Informations et conseils

Les titulaires ont une obligation permanente de conseil auprès du représentant du pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent CCAP.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

ARTICLE 11 – PRIX DU MARCHÉ

11.1 Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont conclues à prix global et forfaitaire, tel que fixé dans l'acte d'engagement

11.2 – Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.- PI sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais afférents à la préparation de la prestation, au suivi, aux intervenants et aux déplacements.

11.3 Actualisation des prix

Les prix définis sont fermes et actualisables si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre le mois M0 mentionné en page de garde du règlement de la consultation et la date de démarrage des prestations de la phase 1 indiqué dans l'ordre de service de démarrage.

L'actualisation des prix est faite en application de la formule suivante :

$$P = P_o \times \frac{[010766575(n-3)]}{010766575o}$$

Les différents paramètres de la formule sont définis ci-après :

P = prix actualisé HT

Po = prix initial HT, en date de valeur mois M0

010766575o : Valeur de l'indice 010766575 – Traitement de données, hébergement et activités connexes au mois d'établissement M0 des prix .

010766575 (n-3) : Valeur de l'indice 010766575 – Traitement de données, hébergement et activités connexes 3 mois avant la date de démarrage des prestations de la phase 1.

L'actualisation a lieu une fois à la demande du titulaire.

Le titulaire joint à sa demande la DPGF actualisée sous format Excel permettant de vérifier l'application de la formule d'actualisation

La demande est transmise au CFM de Saint-Médard en Jalles à l'adresse suivante :

cfmsmj.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

ARTICLE 12 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements s'effectuent dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG-PI.

12.1 – Avance

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire du marché.

C'est l'option B qui s'applique ici en application de l'article 11.1 du CCAG – PI ou le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, soit 10% du montant du marché.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions de l'article R2191-14 du code de la commande publique.

12.2 – Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire au titre de chaque phase se fera après exécution et décision d'admission des prestations de ladite phase.

Le montant de chaque phase est indiqué dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

12.3 – Demandes de paiement

Conformément à l'article 11.4 du CCAG-PI la demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Outre ces mentions réglementaires et les mentions légales, les demandes de paiement mentionnent les indications suivantes :

- le numéro de facture,
- la mention « **Projet Interreg – Poctefa : Spiral (EFA039/01)** »
- le logo du projet Spiral
- le numéro de bon de commande,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET(**mention obligatoire**),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur),
- le SIRET du Cerema,
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, toutes les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET de l'adresse de facturation du Cerema, de numéro de marché et de service exécutant Chorus Pro provoque le rejet de la facture par la

plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

12.4 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Le Cerema règle sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur sur chorus pro.

12.5 – Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 13 - PÉNALITÉS

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG PI

Le titulaire encourt les pénalités prévues au contrat dès lors que les défaillances constatées lui sont imputables.

Les pénalités sont plafonnées à 20% du montant du marché, le décompte s'effectue en jours calendaires.

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables.

13.1 – Pénalités de retard pour chacune des phases

En cas de non-respect des délais d'exécution contractuels, imputable au titulaire, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 euros net de taxes par jour de retard.

13.2- Pénalités en cas de mauvaise exécution des prestations

En cas de non respect des caractéristiques des données mentionnés au CCTP (Nature, format, périmètres géographiques, périodes temporelles...) le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par fait constaté.

Cette pénalité est effective en cas de décision d'ajournement ou de rejet.

13.3 - Pénalités en cas d'absence aux réunions

En cas d'absence à une réunion, le titulaire encourt par absence, sans mise en demeure préalable une pénalité de 100 euros. La pénalité ne sera pas appliquée si le titulaire a prévenu la maîtrise d'ouvrage au minimum 48h avant et a proposé une nouvelle date de réunion dans les 48 h suivant celle annulée.

ARTICLE 14 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chaque étape technique, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

Les étapes techniques s'entendent ici comme les deux phases temporelles mentionnées dans la DPGF, annexe à l'acte d'engagement.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations au cours de ces phases ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Cette décision est notifiée au titulaire par tout support écrit permettant d'obtenir un accusé de réception et au moins 5 jours avant le démarrage de la phase 2.

Seules les étapes admises sont alors payées au titulaire selon le règlement des acomptes définies à l'article 12.2 du présent CCAP.

ARTICLE 15 – RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIFS AUX RESULTATS

Par dérogation à l'article 35.1 du CCAG-PI, en contrepartie du paiement du prix, le titulaire cède à titre exclusif à l'acheteur l'ensemble des droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Cette cession est accordée pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle telle qu'elle résulte des dispositions du Code de la propriété intellectuelle et des conventions internationales ratifiées par la France, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée, et ce, dans le monde entier.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

Le titulaire ne peut communiquer les documents émis à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation écrite de l'acheteur.

L'acheteur pourra le cas échéant demander au titulaire de partager la rédaction d'articles scientifiques en rapport avec les prestations du présent marché.

ARTICLE 16 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION DES PRESTATIONS

A l'issue de chaque phase et pour chacun des livrables attendus, le pouvoir adjudicateur étudiera la qualité des documents remis et constatera s'ils répondent aux stipulations prévues dans le présent marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG- PI, pour chaque phase le Cerema dispose d'un délai de trente (30) jours pour procéder aux vérifications et prononcer l'admission des prestations au vu des livrables remis. Le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux dispositions du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'informer le titulaire de la date prévue pour les vérifications.

Par dérogation à l'article 29 l'absence d'une décision expresse dans le délai susvisé ne vaut pas décision d'admission ni rejet des prestations.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, en cas d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose d'un nouveau délai indiqué dans la décision du Cerema pour effectuer les corrections nécessaires. Ces corrections sont effectuées sans rémunération supplémentaire.

Par dérogation à l'article 29.2.2, le Cerema dispose à nouveau d'un délai de trente (30) jours à compter de la remise des livrables corrigés pour prononcer sa décision. L'absence d'une décision expresse dans le délai susvisé ne vaut pas décision d'admission ni rejet des prestations.

Par dérogation à l'article 28.4 du CCAG-PI aucun frais n'est dû par l'acheteur

ARTICLE 17 – LITIGES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.

Par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, le différend doit être soumis préalablement à l'avis du Comité Consultatif National du règlement amiable.

ARTICLE 18 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

18.1- Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour :

- des événements extérieurs au marché (article 37 du CCAG-PI)
- un motif d'intérêt général (article 40 du CCAG-PI)

18.2- Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 38 du CCAG-PI.

18.3- Résiliation pour faute

La résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire conformément à l'article 39 du CCAG-PI et peut donner lieu le cas échéant à une exécution aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées par l'article 27 du CCAG-PI.

En complément de l'article 39 du CCAG-PI la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire lorsqu'il n'a pas produit les attestations relatives aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, conformément à l'article 5 du présent cahier des charges.

ARTICLE 19 – DROIT ET LANGUE

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable. Les juridictions compétentes sont celles du siège de l'acheteur.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.